



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Chez Alstom comme ailleurs Pour arrêter la casse : faire payer les actionnaires

EN FINIR AVEC LES CAPITALISTES ET LEUR MONDE !

BULLETIN NPA DU SECTEUR AUTO DU PERCHE

23 SEPTEMBRE 2016

Alstom Belfort : le bal des hypocrites

La liquidation du site de Belfort : « *un coup de marteau sur la tête* », comme l'a dit un des salariés. Et les politiciens de tous poils se sont précipités, regrettant une décision brutale soi-disant « inattendue ».

Mais leurs larmes de crocodile ne pourront pas masquer leur impuissance. Hollande s'agite, prétend en faire un dossier prioritaire. Mais qui va en fin de compte décider du sort des salariés, si ce ne sont les actionnaires et leur fondé de pouvoir, le PDG Poupart-Lafarge ?

Pour Hollande comme pour Sarkozy ou Le Pen, pas question de mettre un veto à la casse de l'emploi. Pour eux, ce serait remettre en cause ce sacro-saint droit patronal de décider du sort des salariés, ce pilier du capitalisme qui est leur doctrine commune.

Gandrange, Florange, Goodyear, Petroplus ... Promesses et trahisons

En 2008, à Gandrange, Sarkozy se fait ovationner. « *Avec ou sans Mittal* », il sauvera l'aciérie et ses salariés. Même promesse de Hollande à ceux de Florange quand Mittal décide de fermer les hauts fourneaux. Aux Goodyear, il promet une loi contre les licenciements boursiers. A ceux de Petroplus, un repreneur. Des promesses devenues trahisons.

Tous ces politiciens n'ont rien à offrir aux travailleurs menacés dans leur emploi – comme ceux de PSA-Aulnay en 2013 – sauf leur compassion. Impuissants, parce qu'il n'est pas question pour eux de remettre en cause le dogme de la libre entreprise.

Entre le droit à l'emploi et l'intérêt des actionnaires, il faut choisir

Alstom « promet » qu'il n'y aura pas de licenciements secs à Belfort. Mais qu'importe pour eux la vie malmenée des victimes du « reclassement » promis ? Et la destruction des centaines d'emplois induits ? Et les quartiers désertés, la vie sociale déshumanisée ?

Depuis toujours, les actionnaires d'Alstom s'engraissent des aides de l'Etat – comme les 2,2 milliards offerts en 2004 par Sarkozy – et des commandes publiques comme celles de la SNCF. Et ils n'auraient aucun compte à rendre ?

Imposer l'ouverture des livres de compte montrerait qu'Alstom n'est pas en faillite, que le carnet de commandes est bien rempli, que les actionnaires se sont servis de copieusement de dividendes en 2015.

Alors, pas d'hésitation. Pour le maintien intégral de l'emploi chez Alstom Belfort comme ailleurs, aux actionnaires d'assumer. Et s'ils refusent, **alors il faudra imposer l'expropriation du groupe, sans indemnité ni rachat, sous contrôle des travailleurs et de la population.** Sans rien attendre des politiciens de carrière.



Eradiquer le chômage suppose d'en finir avec le capitalisme et la dictature du profit

SFR, Alstom, Hitachi, Philips... ferment ou licencient. Impossible de s'en sortir chacun dans son coin. Seul un grand mouvement d'ensemble peut imposer l'interdiction des licenciements et des suppressions d'emplois, la réduction du temps de travail sans perte de salaire jusqu'à éradiquer entièrement le chômage.

Pour en finir avec le pouvoir patronal et celui des partis qui le servent. Pour une société libérée de l'exploitation et de l'impératif du profit, avec comme boussole la justice sociale, l'égalité, la fin des discriminations, le respect de l'environnement et la solidarité internationale avec tous les opprimés. **C'est le programme du NPA et de Philippe Poutou son candidat aux élections présidentielles.**

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur
Et maintenant sur Facebook ...



MERCI HOLLANDE AU NOM DES PATRONS !

François Hollande et son gouvernement viennent de trouver du renfort. L'ancienne présidente du MEDEF, Laurence Parisot, juge leur politique efficace : «François Hollande a développé une approche qui correspond à ce que j'estime être efficace pour notre pays...Si on fait le bilan de la méthode de François Hollande, on voit des mécanismes intéressants et positifs. »

Pas besoin de cette confirmation pour avoir compris que la politique de Hollande répondait aux injonctions patronales, mais au moins, les choses sont clairement dites. Les milliards d'euros transférés aux entreprises par le moyen du CICE méritent bien ces remerciements.

Et les mécanismes positifs dont se félicite Laurence Parisot, ce sont bien la mise à mal des accords nationaux de branche et le renversement de la « hiérarchie des normes » pour laisser l'arbitraire patronal se déployer au niveau de l'entreprise

Le MEDEF a toutes les raisons de dire merci. Nous les salariés on a toutes les raisons de détester ce gouvernement.

AUTOROUTES : LE SCANDALE A TROP DURÉ, EXIGEONS L'EXPROPRIATION DES RACKETTEURS

Les autoroutes ont été construites avec l'argent des contribuables. Grâce aux péages, la bonne affaire finit par attirer les rapaces. Vinci, Eiffage et autres se jettent sur les offres de privatisation des années 2000. En contrepartie de l'entretien du réseau, l'Etat leur offre de longues années de concession qui, grâce au trafic et aux péages en hausse, remplissent leurs caisses. Des profits si mirobolants que la Cour des Comptes et l'Autorité de la Concurrence s'en émeuvent.

De quoi justifier largement une expropriation pure et simple des racketteurs. Pourtant, en 2014, Hollande leur offre au contraire, moyennant un petit effort d'investissement de leur part, un allongement de leur durée de concession, des milliards à la clé. Des milliards qui auraient pu, à un an de la COP 21, être réquisitionnés pour des alternatives au « tout » routier.

Rebelote avec le plan de rénovation des autoroutes annoncé cette semaine : il serait intégralement financé par les usagers (hausse des péages) et les collectivités (nos impôts). Révoltant !

LA SANTE, ÇA SE PRESERVE AUSSI !

Le chiffre est édifiant : d'après un rapport gouvernemental, plus de 1000 salarié(e)s, soit 3 par jour, décèdent en moyenne par an en France par accident du travail ou des suites d'une maladie professionnelle.

Il va sans dire que ce chiffre minimise largement la réalité, du fait de la sous-déclaration par les salarié(e)s (pressions du patron, peur de perdre son emploi, etc). L'immense majorité des responsables patronaux n'est pas poursuivie pour les crimes qu'ils commettent ainsi, et une infime minorité est condamnée à des peines très légères.

Si la prise en compte de la santé et de la sécurité des salariés a progressé depuis trois décennies, et permis de sauver des vies, le projet de loi Travail risque de réduire ces avancées sociales à néant. Les organisations du travail et les cadences pourront être durcies, le suivi médical affaibli, et les salariés fragilisés seront remerciés par un licenciement.

Alors que Macron ait pu déclarer que : « *La vie d'un entrepreneur est bien souvent plus dure que celle d'un salarié. Il ne faut jamais l'oublier* » ... tout un programme de gouvernement !

RENAULT DIESEL : LE BAL DES HYPOCRITES

Renault est de nouveau rattrapé par le scandale à répétition des moteurs diesel : un rapport tronqué avait été publié, d'où avaient été retirés les résultats les plus critiques pour Renault. De rectifications en démentis, on a assisté à un magnifique bal des hypocrites.

Le fait que Renault, comme les autres, dépasse les normes officielles est de notoriété publique. Ses véhicules diesel émettent dix à onze fois plus de gaz toxiques en conditions réelles que lors des tests anti pollution. Renault nie utiliser des logiciels truqueurs mais s'est refusé, contrairement à d'autres constructeurs, à fournir le contenu des systèmes qu'il embarque dans ses voitures.

Chez Renault, la recherche anti-pollution est sacrifiée sur l'autel du profit. Elle pâtit des mêmes sous-effectifs que dans les ateliers et les autres services. Le non-respect des règles censées protéger la santé de tous contribue à la croissance des profits du groupe. Les actionnaires vivent du travail des salariés, et profitent aussi de l'opacité des tests de pollution.

QUAND MARION MARÉCHAL LE PEN DÉRAILLE

Après l'annonce par Alstom de son intention de fermer son site de Belfort, Marion Maréchal Le Pen a cru malin de dénoncer le fait que la SNCF ait commandé ses trains au canadien « Bombardier »... plutôt qu'à l'entreprise française « Alstom ».

Mais alors, au nom de sa défense du « patriotisme économique », que propose-t-elle aux 2 000 salariés du site de Crespin, près de Valenciennes, où l'entreprise canadienne fabrique ses trains ?

Par contre, on a bien compris que pour elle comme pour tout le Front National, il n'est toujours pas question de pointer la responsabilité des vrais responsables : les capitalistes, qui pour augmenter profits et dividendes, n'hésitent pas à raser de la carte un site industriel et à sinistrer une ville entière. Ni de priver ces parasites de la capacité de nuire en les expropriant.

NON A L' EPR DE FLAMANVILLE

Fin 2016, 42 réacteurs sur les 58 installés en France auront dépassé leur limite d'âge. Le risque de catastrophe est donc une réalité et l'arrêt du nucléaire, une nécessité !

Produire 100% du courant à partir des énergies renouvelables est possible. Pour cela il faut investir dans les économies d'énergie et les alternatives énergétiques, solaire, éolienne, biomasse, hydrolien...

Le chantier de l'EPR de Flamanville est un fiasco. Le prix a triplé et les malfaçons sont nombreuses. Il faut obtenir l'abandon du chantier et arrêter la fuite en avant dans le nucléaire.

L'énergie n'est pas une marchandise, personne ne peut en être privé. Le NPA réclame un Service public de l'énergie, la gratuité pour les premiers Kw/h indispensables et le maintien des emplois dans les centrales (pour les sécuriser vraiment) ainsi que la reconversion vers des emplois dans l'énergie. Aucun licenciement et arrêt du nucléaire, ça va de pair !

**Manifestons à Flamanville les 1^{er} et 2 octobre pour dire
Non au rafistolage des réacteurs ! Arrêt du nucléaire,
énergie de destruction massive !**

**Si nos idées t' intéressent, n'hésite pas
à nous contacter : npa.perche@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63**